

Initiatives ministérielles

Cependant, l'actuel premier ministre de la province, ne fait pas preuve de la même compassion, de la même compréhension ni du même désir d'appuyer la Société de développement du Cap-Breton. La preuve en est qu'il fait tout pour la discréditer et, du même coup, le ministre d'en face. Il est honteux de la part du premier ministre d'une province d'abandonner à son sort toute une île qui compte environ 170 000 habitants, comme mon collègue de Cap-Breton Highlands—Canso le signalera à la Chambre tout à l'heure.

Le gouvernement du Canada a besoin de l'appui du gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour assurer l'exploitation de la mine Donkin. Il a besoin de son soutien en ce qui concerne les contrats de charbon venant de la Nova Scotia Power Corporation. En effet, comme le ministre le confirmera, la Société de développement du Cap-Breton vend du charbon à la Nova Scotia Power Corporation. Cependant, ce sont les mineurs qui sacrifient leur vie et celle de leurs familles afin de maintenir les coûts d'électricité bas en Nouvelle-Écosse et non pas Donald Cameron et ces bouffons de Halifax. Il est temps que le gouvernement fédéral ne prenne plus de gants avec le premier ministre provincial et ne le laisse plus manifester impunément un mépris injustifié à l'égard des gens qui habitent une île défavorisée.

Je sais ce que je ferais à la place du ministre responsable. Je sais bien. J'exposerais les manigances dont a usé le premier ministre à l'endroit de la Société de développement du Cap-Breton. Il a attaqué non seulement les gens du Cap-Breton, les mineurs de cette île, mais encore la direction de cette société.

Or, il avait peut-être bien des raisons de le faire, mais nous n'oublierons jamais la façon dont il l'a fait. J'exhorte donc le ministre chargé de la Société de développement du Cap-Breton à continuer à faire du mieux qu'il peut, à faire preuve d'autorité et à dénoncer ce que font ces clowns à Halifax. Le ministre ne peut pas se permettre de dire ces choses. Il ne peut pas le faire, mais moi je le peux, car je connais toutes les difficultés auxquelles le ministre fait face lorsqu'il essaie de traiter avec cette bande, à Halifax.

Je l'invite donc à aller de l'avant avec la mine Donkin. Ce projet a du sens. Il va créer des emplois et améliorer de beaucoup la situation des mineurs et de leurs familles. Et où sera-t-il plus utile qu'à l'île du Cap-Breton?

Mais, dans les deux minutes qui me restent, madame la Présidente, permettez-moi de dire ceci au sujet de la Société de développement du Cap-Breton. Compte tenu de tout le massacre économique qui a cours dans l'île, où le taux de chômage atteint les 20,9 p. 100, comment diable le gouvernement fédéral a-t-il pu proposer de dissoudre un instrument de développement économique? Je vais vous le dire, moi: avec l'aide et sur l'ordre du gouvernement provincial de Donald Cameron, le bon ami du très honorable premier ministre.

• (1300)

J'espérais que les députés comprendraient parfaitement la situation. Ceux d'entre nous qui viennent de petites régions désavantagées du pays souffrent énormément. Nous sommes en quête de motifs d'espérer. Nous aspirons à la justice et à l'équité économiques. Nous ne voulons pas d'ententes spéciales, mais bien le renouvellement des liens spéciaux que nous avons tissés avec le gouvernement d'un Canada renouvelé et revigoré pour susciter l'espoir chez les gens qui habitent cette île.

La conduite adoptée par le gouvernement, c'est-à-dire la présentation de cette mesure législative effarante affectera grandement, maintenant et pour de nombreuses années à venir, l'économie du Cap-Breton.

Je dis à tous que je continuerai le combat. Je vais occuper ma place à la Chambre et, quelque impopulaires qu'ils soient dans certains cercles, je vais me battre aux côtés des mineurs, des pêcheurs, des gens qui travaillent dans nos forêts, des gens qui travaillent dans nos petites entreprises, des jeunes et des femmes, de nos autochtones, bref, de tous les habitants du Cap-Breton. Je vais me battre à leurs côtés et pour eux afin de procurer la justice et l'équité économiques aux habitants du Cap-Breton.

J'exhorte tous les députés, quelle que soit leur allégeance politique, à appuyer l'opposition officielle en rejetant les dispositions du projet de loi C-93 et notamment celles qui visent à démolir la Société d'expansion du Cap-Breton.

M. Raymond Skelly (North Island—Powell River): Madame la Présidente, j'aimerais parler de l'un des aspects de cette mesure législative dont la Chambre est saisie aujourd'hui et dire combien notre parti est opposé à cette dernière.